



APPT asbl
6, rue Charles VI
L-1327 Luxembourg

www.stopcorrupt.lu
info@stopcorrupt.lu

REVUE DE PRESSE

#2
(au 8 mai 2019)

Préparée par StopCorrupt

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par StopCorrupt. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de StopCorrupt, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par StopCorrupt. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau par e-mail info@stopcorrupt.lu.

MNHA : Cadavres dans le placard

21.2.2019

À la fin de la semaine dernière, une perquisition a eu lieu dans les collections du Musée national d'histoire et d'art (MNHA). Vu le silence assourdissant qui l'entoure, on ne peut que spéculer sur l'ampleur de cette affaire.

« Mais d'où est-ce que vous sortez ça ! Qui vous l'a raconté ? Je veux savoir ! » Visiblement énervé, le directeur du MNHA, Michel Polfer, pensait que la présence policière dans sa maison, vendredi 15 février dans la matinée, serait passée inaperçue. Et il semble même que son agacement lui ait fait oublier que la presse dispose d'une protection des sources. En tout cas, Polfer n'en dira pas plus : « Je suis tenu au secret de l'instruction, comme j'ai dû le promettre au juge d'instruction devant plusieurs témoins. On m'a dit de la fermer, et c'est ce que je vais faire », explique-t-il.

Que s'est-il passé ? Selon les sources dont dispose le woxx, une perquisition aurait eu lieu au MNHA dans le cadre d'une enquête judiciaire et une collection dormant dans les caves du musée aurait été saisie. Cela contredit du moins les affirmations du directeur à notre collègue qui s'était fait dire dans le cadre d'une [enquête sur la restitution éventuelle de biens culturels](#) africains qu'« aucun sang ne coulait des vitrines » de son musée et qu'il n'y avait pas de cadavres dans le placard. Des cadavres peut-être pas, mais une collection appartenant à quelqu'un ayant des démêlés avec la justice suffisants pour que la police la saisisse, apparemment oui. Car l'existence de ladite perquisition nous a bien été confirmée par le service de presse du parquet luxembourgeois. Celui-ci détaille qu'il s'agissait d'une commission rogatoire internationale en provenance de Belgique, et qu'il s'agissait d'une « saisie par équivalent d'avoirs ». Une telle saisie veut dire que la collection (ou du moins une partie, le parquet n'ayant pas voulu entrer dans les détails) n'a pas quitté les réserves du musée, mais qu'elle a été immobilisée et « qu'il a été fait en sorte que le propriétaire ne puisse pas la réclamer dans l'immédiat ».

Une collection immobilisée sur ordre de la justice

Ne pouvant pas en dire plus, le parquet nous a renvoyé aux « autorités requérantes », le parquet belge donc. Contacté par le woxx à plusieurs reprises, ce dernier nous a promis de faire sa propre enquête et de « revenir vers nous ». Cette piste semble donc temporairement suspendue dans notre petite enquête. Et c'est là où interviennent encore une fois nos sources : selon elles, ladite collection aurait été entreposée au MNHA vers le milieu des années 1990, probablement en 1995 ou en 1997. Ce qui

ouvre une autre porte, celle des rapports d'activité du MNHA, où sont listés année par année les acquisitions et les dons de collections.

Invoquant la nouvelle loi sur une administration transparente et ouverte, le woxx a donc contacté le ministère de la Culture afin de demander tous les rapports d'activité du musée pendant la décennie 1990. Après une relance, ce dernier nous a signifié que notre demande avait bien été prise en compte et communiquée au service concerné. Confirmant au passage que ces documents, comme nous l'avions indiqué dans notre demande, ne relevaient pas des nombreuses exceptions incluses dans ladite législation.

Le problème principal du ministère serait une question d'archivage « pour retrouver les documents demandés ». Entre-temps, nous pouvons nous rabattre sur la plateforme data.public.lu où [les rapports du ministère de la Culture](#) (qui comprennent ceux du MNHA) sont en téléchargement libre – même si, comme avertit le ministère, il y aurait « un manque de cohérence dans les archives » et que les rapports ne seraient pas complets.

Rapports manquants sur le portail public

Après un épluchage en règle des données, plusieurs constats s'imposent. Premièrement, les rapports conservés sur le portail de la nouvelle culture de transparence voulue par le gouvernement ne commencent qu'en 1993, et deuxièmement il y a effectivement des rapports incomplets. Et comme par hasard, il s'agit exactement de ceux qui nous intéressent. Pour les années 1997 et 1998, les parties concernant le MNHA (mais pas uniquement) manquent à l'appel. Sans nous lancer dans d'éventuelles conjectures conspirationnistes, il faut tout de même se demander pourquoi justement il y a des blancs dans ces documents. Pour être fair-play : il n'y a de pages blanches que dans un des rapports, et celles-ci ne concernent pas que les parties destinées au MNHA, tandis que dans l'autre, c'est carrément toute la partie qui manque. Les autres rapports complets listent bien les acquisitions, donations et prêts (par usufruit) reçus par le musée, mais aucune de ces collections ne semble assez importante pour attirer l'attention de la justice belge – surtout que, dans la plupart des cas, les larges donations étaient des legs de personnes décédées. Il faudra donc attendre que le ministère de la Culture retrouve les documents et nous les transmette – ce qui, vu les délais mentionnés dans la loi sur la transparence, peut encore prendre un bout de temps.

En attendant, une question se pose : comment est-il possible qu'une personne privée stocke ses œuvres d'art aux frais du contribuable pendant des décennies et ne paie donc rien pour le dépôt et rien pour les assurances – alors qu'en fin de compte ladite personne avait manifestement quelque chose à cacher (même si la présomption d'innocence joue ici aussi) ? Affaire à suivre...

Den Zougrëff op administrativ Dokumenter

Beim sougenannten Transparenz Gesetz gouf no jorelaanger Diskussioun vun engem Paradigme-Wiessel geschwat.

Hei geet et ëm e Gesetz, dat et dem Bierger vereinfache soll, un administrativ Dokumenter ze kommen. Méi Transparenz huet een zu Lëtzebuerg versprach.

Am Kader vun der Generalversammlung vun der Lëtzebuenger Journalisten Associatioun huet den Tim Morizet bei der Presidentin vum Presserot nogefrot, wat d'Gesetz fir den Informatiouns-Zougang fir Journaliste bedeit.

Fir de Journalist gëllt dat nämmelecht Transparenz Gesetz, ewéi fir de Bierger. Ma dat heescht och dat hien, wann em bei senger Recherche Informatiounen feelen, och 4 Woche muss op dës waarden.

De Risk hei ass: wëll et net reglementéiert ass, dat genee gesot muss gi firwat eng Ufro ofgeleent gouf – dat een am däischtere setze gelooss gëtt.

Weider géif et dem Presserot no keng Statistik gi wéi vill vun dësen Ufroen, vum Public oder der Press, bis ewell effektiv zougestëmmt, oder awer refuséiert, goufen.

De Presserot huet eng Proposition un de Medie Minister geschéckt a freet en Zousaz am Pressegesetz. Konkret Informatiounen, méi séier. Wéi bei eisen Noperen.

D'Informatiounszougäng ass en Dossier dee schonn zanter Ufanks 2000 diskutéiert gëtt. Dat een nach net méi wäit komm ass, wier dem Presserot no, enttäuschend.

27.3.2019

Anklage fordert Haft für Ex-Bürgermeister von Sandweiler

Wegen dubioser Grundstückskäufe während seiner Amtszeit muss sich Charles Unsen zurzeit vor Gericht verantworten. Die Anklage sah den Tatbestand als gegeben an.

Von 2009 bis 2011 lenkte Charles Unsen die Geschicke der Gemeinde Sandweiler – dann wurden Vorwürfen wegen Amtsmissbrauch gegen ihn laut. Fast acht Jahre später steht der 72-jährige Anwalt seit Dienstag vor Gericht. Ihm wird **unter anderem Korruption und illegale Vorteilmahme vorgeworfen**. Der Prozess wurde am Mittwoch fortgesetzt.

Im Mittelpunkt der Verhandlungen stehen zwei Grundstückskäufe aus dem Jahr 2010. Unsen soll als Privatmann der Anwohnerin Habiba Z., die sich ebenfalls wegen Korruption verantworten muss, **ein neun Ar großes Grundstück für etwa 16.500 Euro pro Ar abgekauft haben**. Die Gemeinde erwarb unter der Führung von Unsen von derselben Frau ein angrenzendes drei Ar großes Gelände für rund 70.000 Euro pro Ar.

Die Geschäfte sollen **unter dubiosen Bedingungen abgelaufen sein**. Habiba Z. war einige Monate zuvor bei der Gemeinde halbtags als Putzkraft eingestellt worden und ihre Stelle war etwa zeitgleich der Verkäufe auf eine Vollzeitstelle ausgeweitet worden. Später erhielt dann auch eine Cousine der Frau eine Anstellung bei der Gemeinde.

Verteidigung fordert Freispruch

Der Vertreter der Staatsanwaltschaft sah den Tatbestand eindeutig als gegeben an. Er forderte für beide Angeklagte sowohl eine angemessene **Haft- als auch eine Geldstrafe**. Für Unsens Anwalt sind die Vorwürfe allerdings nicht gerechtfertigt. Er forderte einen Freispruch für seinen Mandanten. **Ihm zufolge sollen die Ermittler Fehler gemacht** und den Preis des von Unsen gekauften Grundstücks mit mehr als 770.000 Euro falsch eingeschätzt haben. **Es handele sich nämlich bei diesem Gelände, im Gegensatz zu dem anderen, nicht um Bauland.**

Dies würden auch die Gutachten von mehreren Experten belegen, die vom Untersuchungsrichter beauftragt wurden. Diese setzten den Wert bei 5.000 Euro pro Ar an. Demnach hätte Unsen **mehr als das Dreifache** des eigentlichen Wertes bezahlt und man könne somit nicht von einer Bevorteilung ausgehen. Die Annahme, er habe das Grundstück aus Spekulationsgründen gekauft, sei eine reine Vermutung. Das Dossier der Anklage basiere auf zahlreichen Spekulationen, sodass es keine ausreichenden Beweise gebe.

Auch die Anwältin von Habiba Z. betonte die Unschuld ihrer Mandantin und **forderte einen Freispruch**.

Das Urteil ergeht am 8. Mai.

Bëllegen Terrain géint Gemengeplaz als Botzfra?

De fréiere Buergermeeschter vu Sandweiler muss sech wéinst Prise illégale d'intérêts veräntweren. Eng matugeklote Fra kritt Korruptioun reprochéiert.

Um Stater Geriicht goufen e Mëttwoch den Owend allkéiers eng Prisongs- an eng ugemoose Geldstrof fir den Ex-LSAP-Buergermeeschter vu Sandweiler Charel Unsen a fir eng matugeklote Fra gefuerdert. Géint de fréiere Gemengepapp, vu Beruff Affekot, wär ë.a. Prise illégale d'intérêts a géint d'Fra Korruptioun zréckzebehalen.

Déi zwee haten de Prozess gemaach kritt, well de Charel Unsen Enn 2010 en Terrain vun der Fra zu engem Virzuchspräis kaf hat. Den Ex-Buergermeeschter hat fir en Terrain vun 9 Ar just eng 16.500 Euro den Ar bezuelt, iwwerdeems d'Gemeng der Fra fir en Terrain vun 3 Ar ronn 70.000 Euro den Ar hat misse ginn. D'Fra hat no där Transaktioun eng voll Tâche als Botzfra op der Gemeng kritt.

Et wär net ze gleewen, dass de fréiere Gemengepapp am Zesammenhank mat den Terrainsgeschäfte net consultéiert gouf, huet de Verrieder vum Parquet, de Procureur d'État Jean-Paul Frising, a sengem Réquisitoire betount. De Charel Unsen hätt d'Operatioune geleet, sech mat der Fra concertéiert an alles vun den Traktatioune gewosst.

Dogéint huet den Affekot vum Ex-Buergermeeschter gemengt, deen hätt vläicht onvirsichteg gehandelt. Säi Client, sou de Me Albert Rodesch, hätt en iwwerdeierte Präis fir säin Terrain bezuelt; hien hätt d'Recht, dat ze maachen, a Spekuléiere wär net verbueden. Wat d'Prise illégale d'intérêts ugeet, hätt de Mandant am Intressi vun der Gemeng geschafft, andeems hien den Terrainspräis fir déi reduzéiert hätt, an hien hätt keen Avantage aus sengem Handele gezunn. An dësem Dossier, deen op Verdacht an net op Fakte berouet géif, sollt et zum Fräisproch kommen.

D'Affekotin vun der Fra dann huet erkläert, et géif keng Elementer fir eng Veruerteelung wéinst Korruptioun ginn. An den Ae vun der Me Jaeger hätte sech hir Cliente an d'Koppel Unsen op e Präis fir den Terrain gëeenegt an hat de Verkaf dovun näischt mat der Fonktioun vum Buergermeeschter ze dinn.

Am Ufank vun der Sëtzung hat sech de Me Rosario Grasso, Affekot vun der Gemeng, net Partie civile constituéiert; déi géif den Ausgang vum Prozess ofwaarden.

D'Uerteel ass fir den 8. Mee.

27.3.2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – JUGEMENT DANS LE CONTEXTE DES DEMANDES EN RÉPARATION DE VICTIMES DES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE 2001 AUX ETATS-UNIS.

La première chambre civile du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a rendu le 27 mars 2019 un jugement sur un des volets judiciaires qui touchent le Luxembourg dans le contexte des attentats du 11 septembre 2001. Dans le dossier traité dans le jugement du 27 mars 2019, des victimes des attentats demandent à obtenir l'exequatur au Luxembourg de jugements rendus par un tribunal de New York au sujet de la réparation de leurs préjudices. Un tel exequatur est nécessaire pour pouvoir exécuter au Luxembourg une décision rendue à l'étranger, par exemple par le biais d'une saisie-arrêt sur comptes bancaires. Une telle procédure de saisie-arrêt est par ailleurs pendante et fera l'objet d'une décision ultérieure.

Dans une motivation longue de 160 pages, le tribunal traite de façon exhaustive les deux problèmes juridiques majeurs qui étaient soumis à son examen.

Une première question examinée est celle de savoir si certains des défendeurs, notamment la République islamique d'Iran et la Banque centrale d'Iran, peuvent bénéficier d'une immunité juridictionnelle. L'immunité juridictionnelle est une règle du droit international public coutumier d'après laquelle les juridictions d'un Etat souverain ne peuvent pas juger les actes d'un autre Etat souverain et de ses émanations, sauf certaines exceptions.

Sur ce point, le jugement du 27 mars 2019 dégage d'abord quelles sont les exceptions au principe de l'immunité des Etats qui sont admises par le droit international public. Dans ce cadre, le tribunal retient notamment que la règle sur laquelle le tribunal américain s'était appuyé pour écarter l'immunité juridictionnelle n'est pas conforme au droit international public et ne peut être appliquée dans le cadre du procès au Luxembourg. Le tribunal décide ensuite que les conditions des exceptions dont il admet l'existence ne sont pas remplies en l'espèce. Il en résulte en fin de compte que les demandeurs ne peuvent pas poursuivre au Luxembourg l'exequatur des décisions américaines contre la République islamique d'Iran et ses démembrements souverains.

Une deuxième matière traitée concerne la question de savoir si les jugements rendus à New York remplissent les conditions pour recevoir l'exequatur, à savoir s'ils présentent tous les aspects de leur régularité internationale. Cette vérification est importante dans la mesure où l'exequatur a pour conséquence de donner au jugement étranger les mêmes effets qu'un jugement rendu par un tribunal luxembourgeois. Cette

question se posait pour différentes parties défenderesses qui ne pouvaient pas invoquer à leur profit une immunité juridictionnelle.

Sur cet aspect, le tribunal examine les différentes conditions posées par le droit international privé luxembourgeois à l'exequatur, qui sont pour l'essentiel destinées à préserver l'ordre public sous différentes facettes. Certaines conditions sont remplies : les jugements sont exécutoires aux Etats-Unis d'Amérique, le tribunal américain était internationalement compétent, le droit d'accès à un juge indépendant et impartial a été respecté, les jugements sont motivés. Le tribunal décide ensuite que les jugements américains ne répondent pas à ces conditions de la régularité internationale sur deux points. D'une part, tous les éléments de la demande telle que portée devant le tribunal américain et sur base desquels le tribunal américain devait prendre sa décision n'avaient pas été portés à la connaissance des parties défenderesses. Cette information est essentielle dans toutes les procédures pour que les défendeurs sachent ce qui leur est reproché et dans quel cadre juridique le tribunal prend sa décision. D'autre part, à la fin de la procédure, toute la motivation développée par tribunal américain à l'appui de sa décision n'avait pas été signifiée aux parties condamnées. Cette information est aussi nécessaire dans toutes les procédures pour permettre d'apprécier le raisonnement du tribunal et les possibilités d'exercer un recours. Il en résulte que les jugements américains ne peuvent pas être rendus exécutoires au Luxembourg.

<https://www.rtl.lu/news/national/a/1335801.html>
18.4.2019

Bei der ADEM goufe Suen ënnerschloen

D'Administratioun deelt an engem Communiqué mat, datt Fongen detournéiert goufe vun engem Agent.

De Parquet gouf informéiert, et gouf Plainte gemaach an d'Enquête gouf an d'Weeër geleet. Den Aarbechtsminister Dan Kersch huet déi zoustänneg Chamberkommissioun informéiert.

Zu dësem Abléck gëtt et keng weider Informatiounen, heescht et weider am Schreiwes vum Aarbechtsamt.

An engem Schreiwes huet d'CSV en Donneschdeg de Moien gefuerdert, datt déi zoustänneg Chamberkommissioun mam Aarbechtsminister Dan Kersch zesummekënnt.

[PDF: Schreiwes vun der CSV](#)

Communiqué de l'ADEM (17.04.2019)

Communiqué par: Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Le 17 avril 2019, l'ADEM a constaté qu'au sein de son administration des fonds ont été détournés par un de ses agents.

Le procureur d'État à Luxembourg a été saisi d'une plainte en vue d'entamer les enquêtes nécessaires. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Dan Kersch, a informé le président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Chambre des députés et lui a fait part de sa disponibilité pour répondre aux membres de la Commission dans les plus brefs délais.

À ce stade, l'ADEM n'est pas en mesure de fournir plus d'éléments afin de ne pas entraver l'enquête.

Links

- [PDF: Schreiwes vun der CSV](#)

<https://www.rtl.lu/news/national/a/1335639.html>

17.4.2019

"De Minister François Bausch huet d'Justiz net beaflosst"

An enger Prise de position schreift d'Procureure générale Martine Solovieff, datt de Minister an dëser Saach als "responsable civil" agéiert hätt.

Huet de Minister François Bausch mat sengem Bréif versicht, d'Justiz ze beaflossen?

Dat wollt d'CSV an enger parlamentarescher Fro un de Staatsminister Xavier Bettel an un de Justizminister Felix Braz wëssen. D'Äntwert ass elo do.

[PDF: Äntwert op parlamentaresch Fro + Bréif vun der Procureure générale](#)

[PDF: Parlamentaresch Fro vum Gilles Roth / Martine Hansen / Léon Gloden](#)

Den Austausch vum Courier gëtt esou erkläert, datt d'Responsabilitéit vum Staat a vun enger Verwaltung, de Ponts et Chaussées hei en cause war.

An enger Prise de position géing d'Procureure générale Martine Solovieff och schreiwen, datt de Minister an dëser Saach als "responsable civil" agéiert hätt.

Hätt de Minister d'Justiz beaflosst, dann hätt si selwer Demarchen ënnerholl, sou gëtt d'Martine Solovieff weider an där Äntwert zitéiert.

Hannergrond ass jo e Bréif vum grénge Minister Bausch un d'Procureure virun engem Joer. An dësem Bréif huet hie sech gewonnert iwwert d'Aart a Weis, wéi den éischte Substitut de Ponts et Chaussées mat enger Prozedur gedreet huet. Et goung ëm e Chantier op der Hëttermillen. Op där Plaz hate Motocyclisten Accidenter.

Gemeinsam Äntwert vum Här Staatsminister an dem Här Justizminister op déi parlamentaresch Fro Nummer 616 vun den honorabelen Deputéierten Madame Martine Hansen an den Häre Gilles Roth a Leon Gloden.

Den Austausch vu Courier téscht dem Minister vun der Nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen an de Justizautoritéiten erkläert sech hei duerch den Ëmstand dass d'Responsabilitéit vum Staat an am besonnesche vun der Verwaltung vun de Ponts et Chaussées en cause war.

An hirer vum Justizminister ugefroter Stellungnam zu dëser parlamentarescher Fro (cf. annexe), schreift d'Madame Procureur général d'Etat dann och de 15. Abrëll 2019, dass de Minister vun der Nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen a senger Qualitéit als "responsable civil" agéiert huet.

Dernierft weist d'Madame Procureur general d'État drop hin, dass et keng Amëschung gouf, well: "(...) *si j'avais estimé qu'il y aurait eu immixtion quelconque j'aurais bien évidemment pris soin de le signaler*".

An engem **Communiqué** schreift de Mobilitéits- an Infrastrukturminister **François Bausch**, datt et net seng Intentioun gewiescht wär, fir de Prinzip vun der Separatioun vun de Pouvoiren a Fro ze stellen. D'Onofhängegkeet vun der Magistratur wier d'Fundament vun der Demokratie. Am Schreiwes heescht et weider, datt hien d'Diskussiounen, déi de Bréif ausgeléist huet, bedauert.

Offiziellt Schreiwes vum Ministère

François Bausch souligne son respect absolu devant la séparation des pouvoirs (17.04.2019)

Communiqué par: ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Faisant suite à la réponse du Premier ministre et du ministre de la Justice à la question parlementaire N°616, le ministre de la Mobilité et des Travaux publics, François Bausch, tient à souligner qu'il n'a jamais été dans ses intentions de porter une quelconque atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. La séparation des pouvoirs et l'indépendance de la magistrature sont les fondements de notre démocratie et le ministre Bausch sera toujours du côté de ceux et celles qui protègent et défendent ces principes.

François Bausch regrette les discussions auxquelles sa lettre du 18 juillet 2018 au procureur général d'État a donné lieu.

Links

- [Hei de Lieserbréif](#)
- [PDF: Äntwert op parlamentaresch Fro + Bréif vun der Procureure générale](#)
- [PDF: De Bréif vum Parquet](#)
- [PDF: Parlamentaresch Fro vum Gilles Roth / Martine Hansen / Léon Gloden](#)

<https://www.wort.lu/fr/luxembourg/francois-bausch-n-a-pas-influence-la-justice-5cb72ea0da2cc1784e34234d>

17.4.2019

«François Bausch n'a pas influencé la justice»

Dans un entretien avec le «Luxemburger Wort», Martine Solovieff, la Procureure générale, estime que la lettre du ministre de la Mobilité et de l'Équipement au Substitut ne constitue aucune ingérence dans les affaires de la justice.

Martine Solovieff l'affirme: «François Bausch n'a pas influencé la justice». Dans un entretien avec le «Luxemburger Wort», la Procureure générale, estime que la lettre du ministre de la Mobilité et de l'Équipement au Substitut ne constitue aucunement une ingérence dans les affaires de la justice.

Dans sa lettre envoyée le 15 avril dernier au ministre de la Justice, Félix Braz (Déi Gréng), elle explique que François Bausch a agi en tant que «civil réactif». Elle y ajoute également: «Si j'avais estimé qu'il y aurait eu immixtion quelconque j'aurais bien évidemment pris soin de le signaler».

Le contenu du document a été repris ce mercredi par Marc Hansen, le ministre aux Relations avec le Parlement, dans une réponse à une question parlementaire récemment soumise par l'[opposition](#) au Premier ministre Xavier Bettel (DP) et à Félix Braz.

Etonnant timing

Martine Solovieff s'étonne en outre que la publication de la lettre n'intervienne que maintenant, alors que les accidents, véritable pierre d'achoppement de l'affaire, se sont déjà produits en juillet 2017. Elle se dit également surprise que François Bausch se soit adressé à elle directement, sans passer par la voie ordinaire, à savoir le ministre de la Justice.

Pour rappel, en juillet 2018, François Bausch avait écrit à la procureure générale Martine Solovieff, pour «s'étonner» de la manière de procéder d'un Premier Substitut dans une affaire d'indemnisation, qui impliquait les Ponts et Chaussées.

«Violation manifeste» du droit

Selon Luc Heuschling, professeur de droit constitutionnel à l'Uni le ministre de la Mobilité a outrepassé son [autorité politique](#) en écrivant directement au Parquet. Seul le ministre de la Justice possède ce droit, avait-il indiqué dans une interview ce mardi à la radio 100.7. «La phrase de François Bausch exprimant son étonnement démontre que celui-ci a un peu joué le rôle d'un avocat», poursuit Luc Heuschling, qui précise que «même le ministre de la Justice n'a pas le droit de demander au Parquet de clore un dossier».

«Il a recouru à son autorité politique de ministre auprès du Parquet. Nous sommes donc clairement dans une situation de violation de l'article 19 du code de procédure pénale», avait conclu le constitutionaliste.

Bausch répond

Ce mercredi, le ministre s'est officiellement exprimé sur l'affaire. Il a tenu à souligner «qu'il n'a jamais été dans ses intentions de porter une quelconque atteinte au principe de la séparation des pouvoirs. La séparation des pouvoirs et l'indépendance de la magistrature sont les fondements de notre démocratie et le ministre Bausch sera toujours du côté de ceux et celles qui protègent et défendent ces principes. François Bausch regrette les discussions auxquelles sa lettre du 18 juillet 2018 au procureur général d'État a donné lieu», a indiqué le ministre de la Mobilité et des Travaux publics dans un communiqué.

<http://www.lesessentiel.lu/fr/luxembourg/story/bausch-tourmente-par-une-lettre-au-parquet-17478996>

15.4.2019

Bausch tourmenté par une lettre au parquet

LUXEMBOURG - Le ministre de la Mobilité et de la Sécurité intérieure est accusé par le CSV de s'être immiscé dans une enquête du parquet. Samedi, il a fermé son compte Twitter.

En 2018, plusieurs accidents étaient survenus sur un chantier à Stadtbredimus. Au moins quatre motards étaient tombés à cet endroit et l'un d'eux avait porté plainte. Dans la foulée, le directeur des Ponts-et-Chaussées avait été entendu par le substitut du procureur et sommé de trouver un arrangement à l'amiable avec les victimes sous peine de poursuite devant le tribunal correctionnel.

En juillet de la même année, François Bausch qui était alors ministre du Développement durable et des Infrastructures, avait pris sa plume pour écrire directement au procureur et s'étonner de la façon de procéder de son substitut.

«*Violation de la séparation des pouvoirs*»

Pour le CSV, qui a révélé l'existence de cette lettre, vendredi, «il est tout simplement anormal qu'un ministre tente ainsi d'influencer la justice en écrivant à la procureure», selon la chef de fraction, Martine Hansen. Vendredi, le président du CSV, Frank Engel, est allé plus loin sur l'antenne de 100.7 en demandant la démission du ministre. L'affaire est loin d'être terminée. Une question parlementaire du CSV a été posée au ministre d'État, Xavier Bettel, et au ministre de la Justice, Félix Braz, pour savoir quelles seront les conséquences de cette «violation de la séparation des pouvoirs», selon les termes employés par le parti d'opposition.

Samedi, moins de 24 heures après la révélation des faits, François Bausch a fermé son compte Twitter. Officiellement parce qu'il ne voit plus la plus-value de cet outil et qu'il ne souhaite plus être connecté 24h/24, selon ce qu'il a confié à nos confrères de RTL.



Le compte Twitter de François Bausch a été fermé.

(Patrick Théry/L'essentiel)

<http://www.lesessentiel.lu/fr/luxembourg/story/martine-solovieff-defend-francois-bausch-23532782>

17.4.2019

La lettre de Bausch «n'est qu'un dossier banal»

LUXEMBOURG - La procureure générale, Martine Solovieff, estime que la lettre envoyée par le ministre au parquet ne constitue pas une ingérence dans les affaires de la justice.

Empêtré dans une affaire, François Bausch a trouvé un soutien au niveau judiciaire. La procureure générale, Martine Solovieff, a indiqué à *L'essentiel* qu'elle ne voyait pas d'ingérence de la part du ministre de la Mobilité, François Bausch (Déi Gréng), [dans la lettre qu'il avait envoyée au parquet en 2018](#), confirmant une information du *Luxemburger Wort*.

«Il n'y a pas d'affaire, il s'agit simplement d'une question d'indemnisation après une série d'accidents, indique la magistrate. Dans ce cas, rien ne remettait en cause le fonctionnement de la justice». Le CSV a révélé vendredi dernier que François Bausch a écrit à la procureure en 2018. Dans la missive, il s'était étonné que le substitut du procureur ait demandé aux Ponts et Chaussées de trouver un arrangement à l'amiable, avec les victimes de plusieurs accidents de la route à Stadtbredimus.

«Dossier banal»

Martine Solovieff indique que si cette lettre avait posé problème, elle aurait «agi depuis longtemps, comme avec n'importe quelle personne». Elle s'étonne simplement que François Bausch se soit adressé à elle, directement, sans passer par la voie ordinaire, à savoir le ministre de la Justice, Félix Braz (Déi Gréng). «C'est une question de forme, qui n'est pas habituelle. La réponse a été envoyée à Félix Braz, qui l'a transmise».

Selon la procureure, «il ne s'agit que d'un dossier banal». Elle s'étonne «que l'affaire prenne de l'ampleur, six mois après les faits», le CSV ayant notamment demandé la démission du ministre.

(jg/L'essentiel)

François Bausch réagit aussi

Dans un communiqué, le ministre de la Mobilité indique qu'il n'a «jamais été dans ses intentions de porter une quelconque atteinte au principe de la séparation des pouvoirs». Il regrette que sa lettre ait engendré tant de discussions.

«La séparation des pouvoirs et l'indépendance de la magistrature sont les fondements de notre démocratie», dit-il encore.

<https://www.wort.lu/de/sport/bestechungsversuch-erschuettert-luxemburger-fussball-5ccc5731da2cc1784e3435d6>

3.5.2019

Bestechungsversuch erschüttert Luxemburger Fußball

Eine Sperre von drei Jahren sowie eine Geldstrafe in Höhe von 1 500 Euro wurden gegen ein Vereinsmitglied aus Mühlenbach verhängt. Er wollte den Rodanger Torwart bestechen.

Ein Bestechungsversuch erschüttert den Luxemburger Fußball. Vor der Partie des 22. Spieltags in der Ehrenpromotion zwischen Mühlenbach und Rodange wurde dem Torwart der Gäste, Joao Machado, Geld angeboten, um einen Sieg der Hausherren sicherzustellen.

„Mir wurden vor dem Aufwärmen gleich drei Mal von einem Mitglied des Gegners Geld angeboten, damit ich absichtlich Gegentore kassiere. Ich habe dieses natürlich nicht angenommen“, erklärt der 20-jährige Schlussmann, der zunächst seinen Torwarttrainer und später die gesamte Mannschaft davon in Kenntnis setzte.

Bei der Person, die Machado Geld geboten hat, handelt es sich um den beim FC Blue Boys Mühlenbach lizenzierten Behlur Dragulovcanin. Er wurde für drei Jahre gesperrt. Zudem muss er eine Strafe von 1.500 Euro zahlen.

Das Spiel endete übrigens mit einem 1:1-Unentschieden. Machado zeigte eine gute Leistung. „Ich habe während des Spiels nicht mehr an diese Szenen gedacht, da ich mir ja nichts vorzuwerfen hatte“, so Machado, der in der kommenden Saison in der BGL Ligue für Mondorf spielen wird. Rodange führt derzeit die Tabelle der Ehrenpromotion mit 52 Punkten an, während Mühlenbach mit zwei Zählern weniger auf Platz zwei folgt.

Untersuchung anberaumt

Eine Untersuchung wurde wegen der Vorkommnisse beim Spiel Bettemburg – Kayl-Tetingen vom vergangenen Sonntag anberaumt. Dieses Duell des zweiten Bezirks der 1. Division war bei einer 2:0-Führung für die Gäste abgebrochen worden, nachdem es kurz vor der Halbzeitpause zu einer Massenschlägerei gekommen war. Die Spieler Maxime Gattullo (Bettemburg) und Christophe Rodrigues (Kayl-Tetingen) wurden mit sofortiger Wirkung gesperrt.

Forfaitniederlage für Norden 02

Eine Forfaitniederlage wird unseren Informationen zufolge demnächst gegen Norden 02 verhängt. Der Verein aus dem ersten Bezirk der 1. Division hatte am vergangenen Sonntag beim 2:2 in Bastendorf eigentlich einen Punkt geholt, wird jedoch mit einer 0:3-Niederlage bestraft. Aufgrund eines Platzverweises im Viertelfinalspiel der Coupe FLF gegen Berburg war Trainer Andrea Fiorani automatisch für die nächste offizielle Begegnung gesperrt worden. Gegen Bastendorf wurde er jedoch auf dem Spielberichtsbogen aufgeführt.

<https://www.wort.lu/de/lokales/ex-buergermeister-von-sandweiler-soll-in-haft-5cd2dca9da2cc1784e343b33>

8.5.2019

Ex-Bürgermeister von Sandweiler soll in Haft

Dubiose Grundstückskäufe kommen den ehemaligen Bürgermeister von Sandweiler nun teuer zu stehen: Die Richter sprachen sich für eine Haftstrafe und eine hohe Geldbuße aus.

(m.r./SH) - Wegen zwei dubioser Grundstückskäufe während seiner zweijährigen Amtszeit wurde Charles Unsen, ehemaliger Bürgermeister von Sandweiler, in erster Instanz zu einer dreijährigen Haftstrafe verurteilt, wovon zwei Jahre zur Bewährung ausgesetzt wurden. Zudem muss er eine Geldbuße in Höhe von 50.000 Euro zahlen.

Der 72-jährige Rechtsanwalt soll sein Bürgermeisteramt missbraucht haben, um als Privatperson ein Grundstück für einen auffällig niedrigen Preis von Habiba Z. zu erwerben. Die Gemeinde kaufte unterdessen von der selben Frau ein angrenzendes Grundstück für einen viermal teureren Preis. Zeitgleich soll die Anstellung der Frau auf 40 Stunden ausgeweitet. Zudem wurde ihre Cousine von der Gemeinde eingestellt.

Habiba Z. wurde, ebenfalls wegen Korruption, zu einer zweijährigen Bewährungsstrafe und einer Geldbuße von 5.000 Euro verurteilt.